



Colloque du CLIMAF – 16 avril 2016
Centre de Liaison International de la Maçonnerie Féminine



La Maçonnerie féminine au 21^{ème} siècle. Quel engagement ?

L'EUROPE ET NOUS¹ Véronique De Keyser

1. Deux pistes de réflexion

- *-Le rêve de certains fondateurs de l'Europe de bâtir une grande Europe chrétienne et le rôle de la maçonnerie dans cette même construction.*

Alors que les chrétiens se sont engagés très rapidement dans le dialogue avec les institutions européennes, il a fallu attendre l'obligation de l'article 17 du Traité de Lisbonne pour que les obédiences maçonniques et les associations philosophiques se mettent à s'organiser, et s'y prêtent timidement. Du fait des institutions européennes, ce dialogue est encore très indigent. Les thèmes abordés ont été jusqu'ici imposés par les interlocuteurs européens et inspirés par les chrétiens, beaucoup plus proactifs sur ces questions. ² Pourtant la question de l'ouverture de la maçonnerie évolue. De nombreuses associations maçonniques et think tanks font aujourd'hui un travail de fond sur l'Europe³ mais cette réflexion devrait davantage enrichir les structures représentatives (comme l'Alliance Maçonnique Européenne qui regroupe 25 obédiences et représente près de 200.000 maçons), qui ont une présence institutionnelle à l'Europe. L'article 17 ne fonctionnera réellement correctement que si les associations philosophiques, c'est-à-dire les laïques comme les maçons, reprennent la maîtrise de leur agenda. Pour cela, ils doivent se positionner sur les sujets qu'ils privilégient (qui ne font pas polémique en leur sein) et exiger des réponses des institutions européennes. Si la chrétienté et dans une moindre mesure le judaïsme, ont été présents dans ce dialogue institutionnel, l'islam est peu apparu. Or, dans l'Europe au sens large, il est présent dans tous les esprits. C'est sur cette seconde piste que je m'attarderai.

- *La crainte d'une Europe islamique émerge avec force depuis trois ou quatre ans, avec l'expression d'une islamophobie décomplexée.*

L'amalgame se fait entre réfugiés, islamistes et terroristes fait flores. D'où une islamophobie sert d'alibi au refoulement des réfugiés hors de l'Europe. Dans de

¹ Cette intervention a été présentée au Climaf, Bruxelles le 16 avril 2016, verodekeyser@gmail.com

² Conradt, M. (2010) *Le cheval de Troie. Sectes et lobbies religieux à l'assaut de l'Europe*. Editions du Grand Orient de Belgique

Conradt, M (2012). *L'Union européenne, les églises et nous*. Editions Logos, collection clé de voûte.

³ L'Institut Maçonnique Européen, le COMALACE, le think tank La Lumière etc.

nombreux Etats membres, et même dans l'espace Schengen, les frontières antérieures à l'Europe se re-matérialisent (murs, barbelés etc.). Le spectacle de ces réfugiés, refoulés, traqués, renvoyés en Turquie est insoutenable sur le plan de la simple humanité, quand on connaît l'enfer dont beaucoup d'entre eux proviennent. Quand à l'islamophobie, elle est incompréhensible sur le plan strictement rationnel et reflète une peur, entretenue par les attentats terroristes et le jeu trouble des médias. Une excellente enquête de l'Economiste citée par le Vif en 2015⁴ montre, la surévaluation du nombre de musulmans dans la population lorsqu'on interroge les citoyens des pays européens.

1. La **Hongrie** 7 % vs 0,1 % (donc **70 fois plus** que la réalité)
2. La **Pologne** 5 % vs 0,1 % (donc **50 fois plus** que la réalité)
3. L'**Espagne** 16 % vs 2 % (donc **8 fois plus** que la réalité)
4. L'**Italie** 20 % vs 4 % (donc **5 fois plus** que la réalité)
5. La **Belgique** 29 % vs 6 % (donc **4,8 fois plus** que la réalité)
6. Le **Royaume-Uni** 21 % vs 5 % (donc **4,2 fois plus** que la réalité)
7. La **France** 31 % vs 8 % (donc **3,87 fois plus** que la réalité)
8. La **Suède** 17 % vs 5 % (donc **3,4 fois plus** que la réalité)
9. L'**Allemagne** 19 % vs 6 % (donc **3,2 fois plus** que la réalité)

Cette surestimation a une raison évidente: la peur irrationnelle de 'l'invasion' islamique. Il ne sert à rien de jouer l'argument démographique, et d'insister sur la chance qu'une immigration jeune peut représenter pour des pays vieillissants. En Europe, le taux de dépendance entre travailleurs retraités et travailleurs jeunes va s'inverser dès 2030, passant dans certains pays à trois retraités contre deux actifs, ce qui est insoutenable pour le système de retraite. Il ne sert à rien de faire valoir le bénéfice net de l'immigration pour le pays d'accueil, qui y trouve une main d'œuvre motivée et peu exigeante, et encore moins de faire valoir l'apport au pays d'origine vers lequel reflueront des capitaux constituant une aide au développement inappréciable. L'idée d'un vol, d'une dépossession, d'une menace prévaut et absout d'avance tout débordement. Quand le citoyen perd ses repères, l'Etat ou l'instance politique qui le représente, doit être le gardien des principes démocratiques qui l'ont fondé. S'il ne le fait pas, tout devient possible. Et il n'est pas un hasard, dans cette étude menée par Ipsos Mori, que la Hongrie vienne en tête de ce triste classement: on connaît les dérapages démocratiques de son Premier Ministre Victor Orban, régulièrement tancés par les autorités européennes mais jamais sanctionné.

2. Confrontation actuelle à trois phénomènes, qui vont se résumer inexplicablement en une seule crainte: Islam

⁴ Marie Gathon. www.leVif.be du 19.01.2015

Comment expliquer cette crainte dans une Europe qui reste une construction inachevée mais primordiale pour maintenir la paix dans la région? Trois phénomènes, qui l'ont frappée comme des météorites peuvent l'expliquer. C'est leur concomitance qui fait leur danger.

- *les conséquences persistantes de la crise de 2008 et de ses politiques d'austérité ont entraîné un rejet des partis politiques traditionnels et une montée de l'extrême droite et du populisme.*
- *une vague migratoire importante a pénétré l'Europe, due à l'instabilité du Moyen Orient et aux différents conflits non résolus (Palestine, Syrie, Lybie, Afghanistan)*
- *des attentats terroristes visent désormais directement l'Europe alors que jusqu'ici ils se limitaient son voisinage.*

Ces trois phénomènes qu'on peut expliquer rationnellement, voire politiquement ont des conséquences qui ne sont plus rationnelles et qui vont poser des questions fondamentales, notamment celle de la liberté. C'est quoi finalement la liberté? Qui y a droit? D'où vient la peur de l'islam alors que les terroristes sont condamnés par les musulmans? *Not in the name of islam*, peut-on sur les banderoles de la Bourse à Bruxelles après les attentats du 22 mars. Comment contrôler cet imaginaire si nécessaire mais qui nous joue des tours? Ces faits interpellent chacun d'entre nous, mais surtout la laïcité et par conséquent la maçonnerie. Un ministre néerlandais déclarait récemment que la crise des réfugiés, qui est la crise des égoïsmes nationaux, allait être le stress test de l'Europe. C'est aussi le stress test de la laïcité et de notre capacité à remplacer la peur par la raison, le droit et fraternité.

3. Plusieurs remarques à propos de ce qui précède

1 Aucun de ces phénomènes n'est exclusivement européen.

- La crise de 2008 a été une crise mondiale.
- Les migrations dans le monde ne cessent de s'amplifier, pour des raisons de conflits, d'économie, de changement climatique. Elles ont triplé en 40 ans, et on compte aujourd'hui près de 240 millions de migrants internationaux pour des raisons diverses (travail, conflits, pauvreté, changement climatique etc.)
- Les migrations dues à l'instabilité du Moyen Orient se sont en priorité portées sur les pays voisins. Le Liban et la Jordanie accueillent à eux seuls- et ils sont minuscules- plus de réfugiés que l'Europe entière. Sur 4 millions et demi d'habitants le Liban, à lui seul, accueille près de deux millions de réfugiés, non entièrement recensés par le HCR de l'ONU.
- Les attentats terroristes sont le lot quotidien de ces pays du voisinage de l'Europe mais aussi d'un croissant qui va de la Somalie au Burkina Faso en passant par le Sahel où viols, kidnappings, extermination de villages entiers sont monnaie courante.

2 L'Europe a tenté de résoudre ces problèmes à sa manière, mais elle a échoué à trouver des réponses communes conformes à ses valeurs. Le chacun pour soi a prévalu.

- la crise de 2008 n'a pas amené de solidarité européenne. La position de chacun pour soi, dans une Europe à la doctrine néolibérale a conduit à imposer une politique d'austérité draconienne qui a mis à genoux les Etats-membres les plus vulnérables et entraîné une profonde instabilité politique. Les partis d'extrême droite, eurosceptiques et xénophobes en sont sortis renforcés et les partis traditionnels, décrédibilisés. De crise financière, la crise est devenue sociale et économique mais surtout politique, minant les fondements de la démocratie.
- L'accueil des réfugiés s'est fait en l'absence de toute politique d'immigration commune pourtant souhaitée par le sommet de Tampere dès 1999. On aurait beau jeu d'accuser une fois de plus Bruxelles, alors que la Commission et le Parlement européen ont demandé à corps et à cris une décision commune qu'ils n'ont pas le pouvoir d'imposer. Peine perdue : une fois de plus le chacun pour soi prévaut. Car si l'Europe dispose d'une politique de refoulement commune (cf. Frontex et l'accord déshonorant avec la Turquie sur la réadmission des réfugiés⁵) elle n'est jamais parvenue à se mettre d'accord sur un accueil partagé équitablement entre les Etats membres. D'où l'érection de murs, les tirs de balles de caoutchouc, mais parfois comme en Slovaquie, à balles réelles sur les réfugiés, les colonnes d'étrangers épuisés, affolés qui hanteront la mémoire des Européens comme une infamie et une lâcheté incommensurable et la Méditerranée transformée en cimetière. Rappelons que le droit d'asile, un des plus vieux au monde est protégé par le droit international.
- La prévention d'attentats imminents n'est possible qu'à travers l'échange de renseignements de pays à pays. Or, l'Europe n'a ni défense, ni service d'intelligence propre. Elle n'a qu'Interpol et un mandat d'arrêt européen. Clairement, ce transfert d'information à l'échelon national, a été déficient pour prévenir les attentats de Paris et de Bruxelles. Faute d'une meilleure structuration européenne, les Etats membres sont incapables aujourd'hui de faire face à des réseaux disposant d'outils informatiques performants, d'argent pour s'acheter des armes, de complicités multiples et diluées.

Les carences européennes sont donc énormes. Elles ne proviennent pas d'un défaut d'analyse, mais d'un blocage politique. Certains Etats membres refusent de s'engager plus avant dans une Europe politique, où ils perdraient de leur souveraineté- même si d'évidence, les problèmes dont il est question ne peuvent se résoudre aujourd'hui à cet échelon national. Pas plus les conséquences de la crise financière, que les attentats terroristes ou le droit d'asile. Le retour à une Europe des nations, c'est le retour du nationalisme et de ses bruits de bottes.

3 Confusion entre islam politique et terrorisme : le poids de la politique étrangère occidentale

Il n'y a pas aujourd'hui, pour les jeunes européens, et en particulier les jeunes issus de l'immigration, d'analyse critique de la politique étrangère occidentale au Moyen Orient. Et pourtant, c'est de là qu'il faut partir pour comprendre la naissance d'un islam politique en réaction aux accords de Sykes Picot après la défaite de l'empire Ottoman.

⁵ Accord UE-Turquie du 20 mars 2016

Ces accords de la fin de la première guerre mondiale ont été le Yalta du Maghreb et du Mashrek, partagés entre France et Grande Bretagne, avec de nouveaux pays redessinés au cordeau et aux frontières artificielles. Ce passé est toujours bien présent dans la mémoire des populations de ces pays. Comme sont présents les régimes autoritaires soutenus si longtemps par les occidentaux. Les printemps arabes de 2011 ont fait émerger des partis islamiques voire salafistes, dopés par les pétrodollars des monarchies du Golfe mais aussi soutenus par une population voulant s'affranchir des puissances occidentales. Bien davantage qu'un sursaut religieux, c'était la manifestation d'un rejet politique où l'islam devenait un vocabulaire commun, une culture commune, un lien social dépouillé de toute référence occidentale.⁶ L'immense majorité de ces fondamentalistes n'étaient pas des terroristes, même si leur conception des droits de l'homme et de la femme était lamentable. Mais le chaos suscité par la guerre d'Irak en 2003, celle d'Afghanistan, celle de Lybie, celle de Syrie et l'absence de décision politique sur l'occupation de la Palestine ont le véritable terreau d'un terrorisme qui s'est propagé à l'Afrique subsaharienne.

Daesh n'est-il pas issu d'une partie des généraux de Saddam Hussein, bien entraînés, mais marginalisés dans l'organisation politique du nouvel Irak, issu de la guerre de 2003 ? Le terrorisme Mali n'est-il pas issu directement de l'intervention en Lybie ?

- les interventions militaires en Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie, ont été coûteuses, inefficaces et ont entraîné un chaos favorable au terrorisme
- elles ont créé, y compris chez nos jeunes, une confusion entre un islam politique – dont on peut comprendre historiquement l'émergence et un terrorisme criminel passible de justice
- nos partis politiques se concentrent sur des perspectives socio-économiques nationales, pour ne pas 'importer' de problèmes externes sujets à controverse, laissant les jeunes de l'immigration faire leur propre cheminement, à travers Internet dont on connaît les dangers d'endoctrinement dès qu'on touche à ces thèmes. Or les jeunes ont le monde dans leur ADN. Loin d'être replié sur eux ou même sur leur communauté, ils sont reliés au monde mais dépourvus le plus souvent de toute grille de lecture cohérente. Et donc des proies faciles pour des recruteurs comme Daesch, lequel domine aussi bien que le faisaient les Nazis, la psychologie de masse et la communication. Le profil des jihadistes est très diversifié. Le recrutement, notamment par Internet, s'ajuste à ces différences. Il ne sera pas le même pour un jeune instruit, altruiste, que pour un petit délinquant. Mais ils arriveront tous au même point. A la mort et à sa fascination. *Viva la muerte*⁷. L'éducation, la discussion, le débat- et la vigilance sont à ce jour la meilleure arme contre le jihadisme. Il faut convaincre ces jeunes, souvent issus de l'immigration, que le monde se crée aussi ici- pas seulement là bas. Et qu'en tant que trait d'union, ils ont un rôle essentiel à jouer ici et là bas, car ils sont porteurs d'ouverture et d'un regard croisé.⁸

3. Paradoxe du sort des réfugiés : rejetés par crainte de l'islam au motif du droit des femmes.

⁶ Burgat, F (1988) *L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Éditions Karthala, 1988

⁷ cri de ralliement franquiste durant la guerre d'Espagne

⁸ De Keyser, V.(2015). Divagations européennes dans Le malaise d'après Charlie. *Les Cahiers d'Education Permanente*, n°46, octobre 2015.

Kamel Daoud a eu, dans le journal Le Monde du 31 janvier 2016, des mots malheureux lorsqu'il a laissé entendre que le problème de l'islam était son rapport à Dieu et son rapport à la femme. Il l'évoquait en marge des débordements de Cologne, où plus d'une centaine de femmes ont été victimes, soit de viols, soit d'attentats à la pudeur, lors de la nuit de la Saint Sylvestre. Un certain nombre des assaillants étaient de jeunes réfugiés fraîchement débarqués. L'incident a été amplifié, et le rôle des migrants immédiatement exagéré⁹ ce qui a donné du grain à moudre à un mouvement xénophobe comme Pegida et a renforcé la position de l'extrême droite allemande. Mais il y a quelque chose de surréaliste à rejeter des réfugiés, au nom de leur conception de la femme, en omettant d'ajouter que plus de la moitié de ces réfugiés sont des femmes. Celles-ci, pour la plupart, ont combattu avec courage le modèle patriarcal dans lequel elles étaient enfermées.

Encore faudrait-il nuancer : les droits des femmes en Irak avant la guerre de 2003 et en Syrie, avant la révolte de 2011 étaient parmi les plus avancés du Moyen Orient. Du point de vue de l'éducation, de l'accès à une profession, ou même vestimentaire, la liberté était impressionnante. Et on ne dira jamais assez à quel point en Syrie, avant 2011, la liberté confessionnelle régnait : la religion n'était pas un marqueur identitaire. Elle l'est devenue, dans la foulée de conflits qui ont instrumentalisé la religion, prenant la forme de luttes interconfessionnelles, avec le retour des femmes au foyer, à nouveau soumises à un patriarcat étouffant et au respect de tenues vestimentaires non occidentalisées. Des décennies de luttes pour leurs droits ont été ainsi perdus et bafoués. L'Iran présente un caractère beaucoup plus complexe, avec son double pouvoir, d'une part séculaire et de l'autre religieux. Si le pouvoir religieux s'est acharné, à travers sa police des mœurs, à faire marcher son peuple dans les clous d'un conservatisme cruel – on pense aux lapidations pour adultère, pendaisons d'homosexuels etc. le pouvoir séculaire a donné aux femmes un accès à l'éducation, aux sports, à la culture, qui a été pour elles, une porte vers la liberté. Elles ont pris part au marché du travail – même si pas dans toutes les professions – et leur potentiel de ruse et de transgression vis-à-vis du pouvoir religieux en a été démultiplié. Comme au temps de la dictature de Franco, où les plus grands artistes – Bunuel, Alberti et tant d'autres – ont trouvé des formes de contournement de la censure qui ont sublimé leur art, en Iran la tension entre une culture millénaire et un niveau d'éducation élevé pour les femmes, a ouvert à ces dernières un espace extraordinaire. Il a été plus difficile pour l'Afghanistan d'en faire autant, ce pays étant depuis tant d'années un champ de bataille à ciel ouvert, sans qu'aucune guerre ait jamais été gagnée par les envahisseurs. Mais on pourrait ainsi s'étendre sur chacun des pays des pays du Moyen Orient – le Yémen, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, le Qatar, la Jordanie, la Palestine, comme sur les pays du Maghreb : ils ont tous une histoire particulière par rapport aux droits des femmes. Particulière, parce que les luttes des femmes y ont été différentes ; particulière, parce que les pouvoirs politiques en place se sont servis très différemment de la religion pour leur octroyer ou non des droits civils, culturels, voire politiques. Il en a toujours été ainsi dans l'histoire. L'islam, en cela ne diffère guère des autres religions.

⁹ Les chiffres produits par la police et la justice quelques jours après les faits furent très inférieurs au ras-de-marée d'assaillants étrangers annoncé par les médias, et l'hypothèse d'une agression organisée en fait par l'extrême droite ne peut être écartée.

Toutes les sociétés patriarcales et toutes les religions se sont méfiées du pouvoir des femmes. Toutes ont voulu canaliser, voire supprimer le plaisir, et dominer les excès auxquels le sexe pouvait conduire. La chrétienté a fait de la femme l'éternelle tentatrice, la responsable du péché originel ce qui allait valoir à Adam et Eve d'être chassés du Paradis. Eve porte depuis ce double héritage : être née d'une côte prélevée à l'Homme et l'avoir induit en tentation. Les cabinets de confession ont été hantés par le péché de la chair. Un péché traqué par des prêtres sensés ne jamais le commettre, condamnés à la chasteté et au célibat. Et si sexe il y avait pour les femmes, au moins qu'elles n'y prennent pas de plaisir ! Privées, encore aujourd'hui dans l'église catholique de toute possibilité d'exercer un sacerdoce alors que ce n'est le cas, ni dans l'église anglicane, ni dans l'église protestante, où elles peuvent exercer un magister et se marier de surcroît, elles ont le droit de devenir imam, dans certaines variantes progressistes de l'Islam, comme le soufisme. L'Islam, à l'égard des femmes, n'est pas la pire des religions. Il a d'ailleurs constitué, au temps de Mahomet, un progrès dans la condition des femmes, et une protection. La première épouse du Prophète, plus âgée que lui et plus riche, maniant les affaires, n'a d'ailleurs jamais été voilée. Le verset coranique « *O Prophète, dis à tes femmes, à tes filles, aux femmes des croyants d'abaisser sur leur front leur djilbab, on les distinguera par là et elles ne seront pas exposées à être insultées* » ne contient d'ailleurs aucune prescription qui enjoint aux femmes de se voiler le visage, mais il a été à la base des interprétations les plus rigoristes. Ce verset contient une distinction sociale : il ne s'adresse ni aux incroyantes ni aux esclaves. Ces dernières ne le « méritent pas », n'y ont pas droit car le voile est le signe d'appartenance à une classe privilégiée. Voilement et réclusion, plus ou moins sévères selon les pays, vont rapidement se propager à travers les pays de l'Islam. Voici ce qu'en dit Mansour ¹⁰ : « *Si on passe de l'Arabie à l'Egypte et du 1^{er} siècle de l'Hégire au IX^e siècle où le souverain de l'époque ordonnait la réclusion des femmes, on peut suivre entre ces points extrêmes, des étapes successives dans la dégradation de la condition de la femme. Au VIII^e siècle en Egypte, le lieutenant du sultan interdit aux femmes de porter des chemises à manches amples (...). Au début du V^e siècle (...) le khalife fou, le Fatimide¹¹ Al Hakin, interdit aux femmes de sortir de leur maison et par précaution il fit défense aux cordonniers de faire des bottines pour les femmes* ». En Arabie, aux premiers temps de l'Islam, il n'était nullement interdit aux femmes de se rendre dans les mosquées. Mais une rigidification des mœurs l'entraîna rapidement. Elles en seront exclues et le khalife Omar aurait dit « *Tenez captives les femmes car elles sortent pour aller aux cérémonies nuptiales, elles vont aux funérailles et paraissent aux fêtes. Quand elles ont la liberté de sortir beaucoup de chez elles, elles ne manquent point de voir ceux qui leur plaisent, lors même que leur mari serait plus beau et plus joli et que ceux qui leur plaisent seraient moins nobles* »⁴

A noter cependant que si l'Islam a peur, comme la chrétienté, des égarements possibles des femmes, jusqu'à les priver de bottines(!) l'Islam n'a jamais fait du

¹⁰ Mansour Fahmi (2002). La condition de la femme en Islam, Editions Allia, préface de Mohamed Harbi,

⁴ op.cit, pp 70-71

plaisir un péché, pourvu que ce plaisir reste à destination de l'époux. Dans ce cadre là, on ne demande pas à la femme de serrer les dents en regardant le plafond.

Alors qu'émerge aujourd'hui un islam des Lumières, dont Fahmi Mansour, a été un des précurseurs au tout début du XXème siècle en Egypte, il y a aussi dans tout le Magrheb et le Mashrek, des mouvements de femmes qui luttent pour leurs droits sans contester le cadre religieux, mais en revenant aux fondamentaux du Coran. Leurs essais, même avant les printemps arabes, de modifier dans leur pays le code de la famille (appelé parfois le code de l'infamie) ont débuté bien avant les révolutions de 2011. Mais il est vrai que cette année là a soulevé pour toutes un immense espoir. Les Syriennes ont été des combattantes de la première heure, contre le régime de Bachar Al Assad. Car même si elles avaient des droits, elles n'avaient pas la démocratie et leurs revendications étaient politiques. Même chose pour les Lybiennes. Même chose pour les Egyptiennes. Les femmes Yéménites depuis quelques années avaient déjà commencé à se présenter comme candidates à des élections. Et même les Saoudiennes se prenaient à rêver de bicyclettes et de conduite automobile. Cette onde de choc féminine a gagné tous les pays du bord de la Méditerranée.

Mais leur espoir a été déçu et on peut dire qu'elles ont été les premières victimes de ces révolutions avortées. La guerre s'est répandue comme une traînée de poudre et surtout le terrorisme les a prises pour cible. Enlevées, violées, transformées en esclaves sexuelles, soumises à des codes vestimentaires qu'elles n'avaient jamais suivis, beaucoup se sont repliées sur leur foyer pour préserver leur famille. Beaucoup aussi ont vu leurs enfants mourir de faim, de bombes ou de torture. Le calvaire des femmes Yezidi massivement violées par Daesch a fait le tour du monde.

Pour les femmes réfugiées qui arrivent dans nos pays, l'Europe ne représente pas seulement mais la possibilité d'être libres. En tant que musulmanes ? Ce n'est pas la question : en tant que femmes. Que la revendication de certains Européens à une islamophobie décomplexée se fassent aujourd'hui au nom '*du rapport des réfugiés à Dieu et à la femme*' est singulièrement réducteur. Car enfin, dans ces réfugiés, une bonne moitié sont des femmes, celles-là même qui se sont battues pour leur liberté et qui devraient donc être accueillies à bras ouverts. Or on leur inflige une double peine: elles n'ont pas la bonne religion et on les assimile aux hommes. On ignore leur combat de femmes. Quant aux excès que produisent la libéralisation d'une sexualité longtemps réprimée, ils sont évidents. Mais la loi est claire. Un viol, qu'il soit commis par Daesch, par des rebelles congolais, par un manifestant de la place Tahir, par un réfugié syrien à Cologne, ou par un Belge qui contraint son épouse à une relation sexuelle qu'elle refuse, est passible de justice.

4 Rôle des médias et recul de la norme

'Appelons un chat un chat'. Cette phrase est devenu le sésame des politiques. Leur langue de bois parce qu'ils veulent ratisser large sur les terres de leurs adversaires avait fini par tuer l'information. Ce que le public veut désormais, c'est du vrai, même

si ce vrai n'est que la conviction de l'orateur, même si ce vrai n'est qu'un produit éphémère issu de l'émotion. *'Au moins il dit ce qu'il pense, et ose appeler un chat un chat'*. En clair, au moins il ne ment pas comme tous les politiciens et il est honnête. La crise de confiance dans des politiciens, jugés retors, calculateurs, à la pêche constante aux voix, a fait émerger des Coluche, des Beppe Grillo, des clowns mais aussi des populistes moins éphémères et moins comiques. Ces héros d'un jour sont innombrables. Surexposés soudain dans les médias, ils retombent dans l'ombre le lendemain. Mais tous, pour jouir de cette gloire fut-elle fugace, doivent transgresser, faire bouger les lignes. Ils doivent oser, trouver la phrase choc, attaquer l'establishment qui étouffe les petites gens et en même temps, incarner une réussite. Plus la crise est sévère, plus cette attitude de transgression décomplexée fera mouche, rencontrera les vieilles rancoeurs, sera la revanche des petits.

Lorsque le gouverneur de la province de Flandre occidentale, représentant le pouvoir fédéral belge, déclare le 3 février 2016 qu' *'Il ne faut pas nourrir les migrants pour ne pas créer un appel d'air'*, ou que les Danois votent la confiscation des biens personnels des réfugiés *'qui peuvent cependant garder leur alliance (sic !)* Marine Le Pen doit se sentir battue sur son propre terrain. Les propos racistes et islamophobes de Donald Trump auraient été inaudibles il y a huit ans, lors de l'élection de Barack Obama. Certes, à l'occasion de sa campagne, le Klu Klux Klan s'était déchaîné, et le Tea Party également, mais le phénomène restait marginal : aucun de ses adversaires, pas même Sarah Palin n'a poussé l'attaque xénophobe aussi loin que certains candidats actuels à la présidence des Etats-Unis. La médiatisation de la transgression conforte tous ceux qui s'identifient à des 'people' : ils peuvent désormais dirent tout haut ce qu'ils pensaient tout bas. Les torrents de boue que charrient les réseaux sociaux dépourvus de modérateurs, sont là pour témoigner de la désinhibition des propos les plus haineux.

Il y a dix ans, l'escalade par des gamins en guenilles des grillages de Ceuta et Méllila nous causait un malaise. Même réaction face aux migrants de Calais, montant à l'assaut des camions. Devant ces images fortes, certains téléspectateurs sensibles zappaient sur une autre chaîne. Nous avions honte de vivre dans une Europe forteresse. Aujourd'hui, nous avons honte des Danois qui font main basse sur les bijoux des réfugiés, à l'instar des passeurs de Juifs en 40-45. Ces transgressions répétées de normes et de valeurs démocratiques, jugées un temps inqualifiables, font bouger les lignes. Mais pas dans le bon sens. Dans le sens d'un inacceptable devenu tolérable, parce qu'il se produit par touches répétées. Pleurerons nous encore devant la photo d'un deuxième petit Eylan ? Rien n'est moins sûr. Car derrière cette image surgirait furtivement l'idée que cet enfant pourrait être le fils du passeur. Celui dont la sœur émigrée au Canada aurait, selon la rumeur, tardé à envoyer son chèque à son frère. C'est serait elle la responsable, finalement, pas nous. L'égoïsme se nourrit de tant de ruses ! Et ce, après avoir versé des larmes de crocodile sur le dépouille d'un petit garçon, la tête dans l'eau – parce qu'il ressemble tellement à celui que nous avons laissé chez nous, bien au chaud sous son édredon. Que Ceuta et Melilla nous laissent désormais impassibles, que Marine Le Pen ose aller à Lampedusa dire qu'on ne peut pas accepter toute la misère du monde, est un non événement. Que le ministre belge de l'intérieur Jan Jambon n'hésite pas, en avril 2016, à lancer à la presse *qu'une partie significative des musulmans a fêté les attentats terroristes de Bruxelles du 22 mars*, et cela sans preuve et sans excuse et qu'il n'est pas sommé de présenter sa démission,

est monstrueux. Mais c'est dans la ligne directe des propos du gouverneur de la Flandre orientale, puis du comte Lippens, bourgmestre de Knokke : simplement, c'est au niveau le plus haut cette fois que les chiens sont lâchés.

A petits coups répétés, le délitement des solidarités s'installe. Un système effrayant se met en place.

Dans l'évaluation de la sécurité d'un système, y a des défaillances qu'on peut déceler immédiatement car elles entraînent une brusque dégradation des paramètres clés. Le vrai danger est plus sournois: ce sont les '*drifts*', les dérives lentes de certains paramètres, auxquelles on s'habitue, car elles font graduellement partie du paysage. Elles creusent et minent le système, comme autant de fissures presque invisibles. Et quand la catastrophe survient, il est trop tard pour revenir en arrière. Pour qui a lu *La destruction des Juifs d'Europe*¹² de Raul Hilberg, les lentes dérives d'un système politique, passées non pas inaperçues, mais finalement acceptées par la majorité, doivent rappeler quelque chose. Comment construire le mal ordinaire ? Celui dont on ne s'offusque surtout pas, puisqu'il est pensé par d'autres ? Celui dont on pourra toujours se défaire – ce n'était pas moi, je n'ai fait qu'obéir aux ordres ? Et bien, par touches successives. A tous petits pas. En évitant d'offusquer, en changeant le vocabulaire, en changeant les lois, en déportant les gens ce qui les soustrait au regard. Dans des '*trains de vacances*' et non dans des convois vers la mort. En dissimulant, en enfermant, en créant une discrimination entre eux et nous. Nous, les authentiques, les seuls ayant droit. Les seuls légitimes. Quand on compare la manière dont les Kosovars ont été accueillis dans nos pays au moment de la guerre de Yougoslavie qui s'embrasait à nos frontières, il y avait de la crainte, mais beaucoup de compassion. La guerre avait été odieuse et des rumeurs circulaient sur des colliers d'oreilles coupées et de charniers secrets, Aujourd'hui, la détresse des réfugiés est oblitérée par le souvenir de attentats récents commis par Daesch : ceux de Paris, mais aussi de Beyrouth, de l'avion russe disparu en plein vol, ceux de Bruxelles et de tout autre attentat 'imminent et quasi inéluctable' selon les autorités françaises. Contre toute logique, les victimes deviennent les bourreaux potentiels : assimilés à des terroristes, ou s'ils ne le sont pas, au moins à des musulmans et en tout cas à des arabes (autant de crimes passés, présents et à venir) les réfugiés payent pour Daesch, pour Bachar Al Assad, et surtout pour leur misère. Car après tout, même s'ils ne sont pas de criminels, ils ne sont pas citoyens des Etats membres et ils viennent manger un pain qu'ils n'ont pas gagné. La peur est un scénariste impitoyable.

4. La subjectivité en politique

La lecture que nous faisons de la politique, même comme rationalistes et héritiers des lumières, ne peut se lire exclusivement sous le registre de la raison. Nous fonctionnons en tant qu'être humains toutes et tous, sous trois registres différents. 1) Celui du symbolique, avec son cadrage, ses normes, ses droits, ses latitudes et ses interdits. Le symbolique est structurant. Ce qu'on appelle la Loi peut être

¹² Raul Hilberg (1961). *La destruction des Juifs d'Europe*. Gallimard, col.folio, n° 38/39 (ISBN 2-07-0327094)

personnifié (le père, l'aïeul, la 'statue du Commandeur') ou être du ressort de l'Etat distribué¹³

2) Celui de l'imaginaire, avec ses désirs, ses fantasmes, sa cruauté. C'est le monde virtuel d'Internet, ce sont les médias et leur mise en spectacle, c'est le théâtre de la cruauté. Mais c'est aussi la vie rêvée. L'islam dont se réclame les terroristes, après une conversion rapide sur Internet fait partie de ce registre-là. Mais aussi Facebook et ses (faux) amis, les sites de rencontre sans rencontre physique, et même le sentiment amoureux où l'imaginaire joue un rôle primordial.

3) celui de réel, de sa morsure : c'est la condition humaine, la maladie et la mort, la confrontation entre des attentes parfois irréalistes et le champ des possibles. Mais c'est aussi souvent l'heureuse découverte de l'altérité et de la fraternité. Entre ces trois registres, il y a des échanges permanents et on les retrouvera dans l'économie de la liberté.

Ce qui est caractéristique du problème de l'islamophobie et du rejet des réfugiés aujourd'hui, c'est que ces trois registres entrent en jeu, et qu'on ne peut interpréter l'islamophobie revendiquée par certains aujourd'hui comme un problème religieux à traiter rationnellement. Si on pose le problème rationnellement, il est facile de démontrer que l'Islam n'a rien à voir dans l'austérité qui frappe l'Europe aujourd'hui, rien à voir dans les attentats terroristes que les musulmans condamnent et qui sont perpétrés par des criminels, et rien à voir dans les guerres du Moyen Orient. Dans ces guerres et dans les révolutions de 2011, l'islam politique instrumentalise la religion, pour s'affranchir d'une influence post coloniale persistante, qui s'est concrétisée par des guerres sans issue : occupation palestinienne, Irak, Afghanistan, Lybie. Mais dès lors que ce n'est plus rationnel mais complètement subjectif, la question de la liberté et de la laïcité occupent une position centrale. Que faire ? Que répondre ?

La réponse de la laïcité et de la maçonnerie

○ L'économie de la liberté

- Tout système fermé évolue vers le désordre et nous signons, à terme, notre arrêt de mort si nous nous enfermons dans une société close. La fermeture est la pire des protections, car elle est inefficace (les migrations internationales ne faibliront pas) intenable sur le plan éthique, et génératrice de tensions violentes et d'une segmentation interne croissante de la société. Il faut donc ouvrir les portes : les échanges sont régulateurs.
- La liberté ne se limite pas. *Elle se décline comme une gamme et s'équilibre à travers ces échanges.* Et il y a différentes formes de liberté :

¹³ En analogie avec le concept de cognition distribuée, utilisé dans les sciences cognitives pour dépasser l'individu, élargir le champ de la cognition au système social et technologique et insister sur le rôle des interactions.

- liberté assumée : celle qui donne accès à des droits fondamentaux, comme la liberté d'expression, de conscience etc. Cette liberté doit être garantie par un fonctionnement démocratique de l'Etat et une justice sociale. Elle n'est pas un donné naturel, mais le fruit d'une histoire sociale.
- liberté rêvée : celle du désir et de l'imaginaire, de l'abstraction du monde et des autres, une toute puissance fantasmatique. Elle est à la portée de tous, comme une valeur refuge mais c'est aussi un piège potentiel.
- liberté du réel : celle qui grâce à l'altérité, la résistance des autres et des faits, finit par être un facteur de transformation du monde. Sans la maladie il n'y aurait pas eu de recherche, sans la misère et la pauvreté, il n'y aurait pas eu de lutte sociale. Il y a dans le réel, une liberté à retrouver, un dépassement nécessaire.

Prises isolément, ces trois formes de liberté sont insuffisantes, voire meurtrières. Il y a donc un premier niveau de l'économie qui est l'articulation entre ces trois formes de liberté.

Le second niveau est celui des échanges, au-delà de l'aspect individuel. Ces libertés, en effet, ne peuvent pas non plus se limiter à l'individu, ou même à une société close. Quelle légitimité auraient les droits de l'homme s'ils n'étaient pas universels et indivisibles ?

Quelques exemples pour éclairer ce double mouvement – entre les formes de liberté et entre les libertés et les échanges, c'est à dire l'ouverture.

- La liberté dans l'imaginaire et le désir- voire le plaisir- est d'une richesse fascinante. Elle a nourri tous les artistes, suscité les délires mystiques, attiré dans la toile des réseaux sociaux les isolés se cherchant une âme sœur, ou tout simplement, souhaitent un autre corps, une autre vie, sans devoir faire des choix douloureux dans la réalité. Le virtuel apparaît sans danger. C'est un jeu. Et pourtant, toutes les religions s'en sont méfiées. Les grands délires mystiques de Ste Thérèse d'Avila et leurs échos dans les écrits de St Jean de la Croix viennent témoigner du caractère charnel de la passion mystique qui dans son absolu, affolait l'institution religieuse comme une tentation du Malin. L'imaginaire est dévorant et il peut être meurtrier, s'il n'est pas régulé par l'échange avec le réel. Le harcèlement cybernétique, l'addiction des jeux en ligne, l'effet hypnotique de l'écran, le rapprochement entre sexualité et douleur qu'ont utilisé à foison les Nazis ¹⁴ et que reprend Daesch dans sa propagande sur Internet, doivent se frotter au réel. Pas seulement au réel : à des droits, comme celui du respect de la vie privée. Un réel qui pour certains lorsqu'ils sont fragiles, ne se distinguent plus de l'effet hypnotique des écrans. Des adolescents aujourd'hui se suicident, car ils ne peuvent survivre au harcèlement qu'ils vivent dans les réseaux sociaux. La déconnexion entre les trois formes de liberté peut dès lors se transformer en détonateur.

¹⁴ et dont on va retrouver des échos dans les analyses de Susan Sontag, dans *'Tout et Rien d'autre'* paru en 2015 chez Climat. Le livre est un entretien que Susan Sontag donne à Jonathan Scott en 1978, publié dans en version succincte dans la revue Rolling Stone à l'époque. Susan Sontag meurt en 2004, et Jonathan Cott publie en 2013, la version complète de cet interview sous la forme : The complete Rolling Stone interview by Jonathan Cott, aux Presses Universitaires de Yale. L'analyse qu'elle y fait de l'érotisme Nazi est étonnante.

- *Ma liberté s'arrête là où celle des autres commence*, dit-on très souvent. Cette formulation semble annoncer qu'il y aurait des libertés contradictoires, très différentes les unes des autres. Il est préférable de parler de l'universalité des droits, et de la régulation des formes de liberté, identiques pour tous, par les échanges. Ceux qui craignent les échanges, sont pour une communautarisation de la société. Ce sont les adeptes des marqueurs identitaires et de la segmentation ; ils ont une propension à la limitation des droits, voire à leur confiscation. On observe : des tentatives de limiter le droit à liberté d'expression par la criminalisation du blasphème ; la sélectivité des droits religieux (oui à une religion mais pas à une autre) ou tout simplement interdiction de l'athéisme ; le déni des droits culturels, sociaux et politiques à certaines communautés ; le oui au droit à l'orientation sexuelle mais pas à ses corollaires comme le droit de fonder une famille ; le droit à un développement dispendieux que s'autorisent les pays les plus puissants, sans tenir compte que ce modèle ne peut être étendu au reste de la planète - toutes ces limitations pervertissent ces droits , pour en faire des instruments de segmentation et de stigmatisation.

Ainsi pour contrer les modèles de développement des plus forts au détriment des plus pauvres, un nouveau droit émerge à l'ONU, un droit au développement à portée universelle intimement lié à la problématique de la lutte contre le changement climatique et contre la corruption. Et enfin, tout simplement, il y a le droit de vivre et de survivre, le droit de circuler librement, un droit refusé aujourd'hui à tant de réfugiés et de migrants, même en Europe.

L'ouverture des droits à l'échelle du monde et projeté vers le futur est une des conditions de notre survie. Plus nous multiplierons les échanges et plus des régulations stabiliseront ce système complexe vers une nouvelle forme d'équilibre. A terme, la fermeture est suicidaire. Il ne faudra pas longtemps pour que les tensions créées par ces replis, n'installent des conditions de conflit. Le nationalisme c'est la guerre, déclarait Mitterand en 1995 devant le Bundestag: il faisait œuvre de mémoire, pour exorciser le futur. La liberté ne se limite pas, mais elle se décline et se régule à travers les échanges, faute de quoi elle broie au lieu d'émanciper.

- Non à la religion comme marqueur identitaire social

La religion ne peut devenir un marqueur identitaire social. Le penser aujourd'hui ou l'accepter de facto, est déjà rentrer dans la stigmatisation. Nous ne faisons plus depuis longtemps de différence entre un catholique et un protestant ou un orthodoxe ou encore un athée. La religion ne redevient un marqueur identitaire que lorsqu'il y a un racisme latent. C'est parfois le cas du judaïsme, sur fond d'antisémitisme latent. C'est massivement ce qui se passe aujourd'hui par rapport à l'islam, pour motif d'islamophobie. Il faut rendre aux hommes et aux femmes leur qualité humaine, indivisible et compacte.

- Rétablir la norme

Les droits des réfugiés sont bafoués et il y a urgence à rétablir la norme : l'égalité pour tous, et le respect des principes sur lesquels l'Europe et nos démocraties ont été construits. Il y a aussi urgence à s'indigner. Ce n'est pas faire de la politique

politicienne que d'agir en ce sens et notre réflexion, dans différentes enceintes de la maçonnerie ou de la laïcité au sens le plus large doit nourrir cette réflexion.

- Approfondir la question de la laïcité

Il faut approfondir la question de la laïcité, si diversement interprétée en Europe. Elle n'est pas seulement la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle n'est pas la simple gestion d'un droit à la liberté totale de croyance et de conscience à l'égard des citoyens. Elle est aussi vigilance et exigence quant au respect des principes démocratiques sur base desquels l'Etat est bâti. L'Etat incarne le droit, identique pour tous, ce qui est un facteur d'intégration. De ce fait il ne peut qu'être au-dessus (et non pas à côté) des cultes. Ses lois, émanant du peuple et de sa représentation parlementaire, sont civiles et non pas religieuses : le primat du civil sur le religieux doit être une exigence. Lorsque l'expression politique dérape graduellement, comme c'est le cas actuellement sur la question de l'islam et des réfugiés, c'est à la laïcité de tirer la sonnette d'alarme et à la maçonnerie de se lever pour rappeler l'Etat à ses devoirs de recadrage. D'ailleurs l'Etat aujourd'hui n'est plus seulement l'état nation : ayant cédé une partie de ses compétences à l'Europe, et parfois à des entités fédérées, il devient, et c'est une des particularités de la construction européenne, un Etat distribué. Cette complexification suppose, pour bien fonctionner un renforcement et une cohérence des endroits où les compétences distribuées s'exercent. Ce n'est pas le cas nécessairement aujourd'hui.

- Une maçonnerie féminine debout

Nous sommes dans une période dangereuse, à la fois par ses mutations-climatiques, politiques, technologiques- mais aussi par ses conjonctions brutales, et les amalgames qu'elles suscitent. Rien ou très peu ne nous y a préparé. L'Europe est à moitié construite, ses mécanismes sont lourds, sa capacité de faire face aux crises est lente, les états nations sont privés d'une partie de leurs compétences, et l'opinion publique en grande majorité opte pour le repli plutôt que l'ouverture. C'est un cocktail explosif. Marquer fermement ce que sont nos principes et nos valeurs, mener des combats de fond, des combats de femmes et affirmer une présence solide au sein de l'Europe est devenu aujourd'hui une exigence pour la maçonnerie féminine, sans peur et sans tabou. Et se battre pour la laïcité, c'est refuser tous les amalgames qui se cachent sous l'absurde fierté d'être islamophobe. Il y a d'autres fiertés dont nous devons nous revendiquer.